

# Avant-projet du rapport national relatif à l'EPU: Les experts passent le document en revue

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 25 JANVIER 2023

# 1271

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Conférence de parquet

## Les consignes du ministre Kassogué aux Procureurs



La ligue démocratique pour le changement :  
5 ans d'action politique



Don de sang en faveur des FAMA : La commune  
de Diéma solidaire des Famas



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**24** Janv.  
2023

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**217**

Nouveaux cas confirmés

**00**

Nouveaux guéris

**00**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**642 473** Vaccinations incomplètes

**2 868 751** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**32 776**

**Guéris**

**31 953**

**Décès**

**743**

dont 03 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.19



P.23



## / Une /



Conférence de parquet : Les consignes du ministre Kassogué aux Procureurs

P.5

## / Brèves /



Lutte contre la corruption : Bientôt une loi pour « protéger les lanceurs d'alerte »

P.11

Jugée pour infanticide : Mariam bah condamnée à cinq ans d'emprisonnement

P.11

Primature : Le premier ministre reçoit les représentants du cercle d'Ansongo

P.12

Aéronefs russes livrés à Bamako : "un geste symbolique" sur fond de déclin de l'influence française

P.12

Soutien aux FAMA : Bientôt la création du « mouvement 20 janvier »

P.12

Koulouba : Les Envoyés spéciaux pour le Sahel de la Belgique, des Pays –Bas et du Luxembourg reçus par le ministre Diop

P.13

## / Actualité /



Don de sang en faveur des FAMA : La commune de Diéma solidaire des Famas

P.17

Avant-projet du rapport national relatif à l'EPU : Les experts passent le document en revue

P.18

Action pour le maintien de la paix : Une unité de police égyptienne entièrement féminine lutte contre les stéréotypes et les mines dans le centre du Mali.

P.19

## / Politique /



La ligue démocratique pour le changement : 5 ans d'action politique

P.22

Organisation du referendum et des futures élections : AIGE désormais bien installée

P.23

Paysage politique : Le PMTR sur les fonts baptismaux

P.25

## / Culture & société /



Le livre : « Ménaka, les fleurs du mensonge » : Une boussole dans la refondation du Mali

P.26

## / International /



Côte d'Ivoire : Les 49 soldats et les casques bleus ivoiriens rentrés du Mali décorés à l'état-major des armées

P.27

Au Burkina Faso : Des dizaines de femmes kidnappées

P.28

## / Sport /



CHAN 2022 – groupe D (Mali) : Un dernier contrôle médical pour les joueurs

P.29

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:** .....

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



# Malikilé

VOUS SOUHAITE  
UNE BONNE ET HEUREUSE ANNEE

# 2023



HAPPY NEW YEAR





# Conférence de parquet

## Les consignes du ministre Kassogué aux Procureurs

Le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Mamoudou Kassogué a présidé cet après-midi la conférence de parquet réunissant les Procureurs généraux des Cours d'appel de Bamako, Kayes et Mopti, les Procureurs de la République et autres Magistrats du parquet. L'occasion pour le Garde de sceaux de prodiguer des conseils aux Procureurs sur les actions qui doivent guider le parquet.

**A**vec les Procureurs généraux des Cours d'appel de Bamako, Kayes et Mopti, les Procureurs de la République et autres Magistrats du parquet, le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux a échangé sur les actions que doivent conduire le parquet.

Cette conférence s'est tenue en présence du secrétaire général du ministère de la Justice et des Droits de l'homme, Dr Boubacar Sidiki Diarra, qui a salué les efforts louables du Garde des sceaux pour le renouveau de la justice malienne. Aussi, il a rappelé que la conférence de parquet, un cadre de concertation

entre les procureurs généraux, les procureurs de la République et les substituts du procureur, est la première depuis la création de nos juridictions. C'est donc à l'actif du ministre Kassogué.

Dr Boubacar Sidiki Diarra a également expliqué aux Procureurs l'esprit des circulaires du Garde des sceaux. Selon lui, les dites circulaires « **sont destinées à donner des orientations et des instructions correctives relativement aux dysfonctionnements du service public de la justice, les errements et autres attitudes déviantes** ». Il a ajouté qu'en plus de la dizaine de circulaires en 2022, le ministre Kassogué a déjà envoyé 4 dans les parquets en 2023. Cette initiative, selon le Secrétaire général, aidera les Procureurs dans l'accomplissement de leur mission.

Pour sa part, le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des sceaux, a rappelé le but de la conférence de parquet qui, selon lui, est un cadre de concertation entre les magistrats du parquet pour une meilleure organisation du travail, pour assurer une efficacité dans la conduite des procédures et pour permettre une application harmonieuse des textes.

Elle permet également de partager le constat



des dysfonctionnements signalés dans les juridictions et la nécessité de donner des orientations claires et objectives en vue d'y apporter des mesures correctives, partager les orientations et les directives dans le but d'encourager les magistrats du parquet à respecter les règles d'éthique et de déontologie et à adopter de bonnes pratiques dans l'exercice de leurs fonctions, recueillir les difficultés pratiques que les magistrats du parquet rencontrent, dans leurs ressorts respectifs, et partager la réflexion sur les voies et moyens permettant d'apporter des solutions, partager l'expérience de la mise en œuvre des circulaires par les différents procureurs de la République et les Procureurs Généraux, informer les membres de la conférence de parquet de la publication de la revue des circulaires, au cours de cette semaine, qui sera mise à la disposition des parquets d'instance et des parquets généraux.

Le ministre a également profité de cette conférence pour rappeler aux Procureurs de la République, les principes qui doivent guider les actions du parquet. Il s'est beaucoup appesanti, surtout sur la lutte contre **l'impunité, la célérité dans le traitement des dossiers, le respect des droits et libertés, notamment en matière de garde-à- vue,**

**le contrôle interne, la communication (interne et externe).**

### Le message du ministre Kasso-gué aux Procureurs

Le Garde des sceaux a, par ailleurs, prodigué des conseils précieux aux participants. Il a rappelé qu'en matière de règles de conduite, **« il est inadmissible que dans certains parquets, certains qui sont sous vos or-**

**dres tiennent un parquet parallèle ».**

Aussi, le ministre a insisté sur le respect hiérarchique qui doit être la règle dans les parquets. L'ancien Procureur anti-corruption a également plaidé pour que les jugements soient équitables. **« Quand vous devez juger le dossier de l'un de vos proches contre quelqu'un, vous devez vous récuser »** a-t-il invité.

Anguimé Ansama



## ■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a reçu en audience ce lundi 23 janvier 2023, Son Excellence Monsieur Hosseini Taleshi SALEHANI, Ambassadeur de la République islamique d'Iran.



Les échanges ont essentiellement porté sur plusieurs questions visant le renforcement de la coopération bilatérale. A cet égard, plusieurs axes stratégiques de coopération ont été revisités en l'occurrence l'octroi des bourses d'études ainsi que la réalisation de plusieurs projets prioritaires dans les domaines de la santé, de l'éducation, du développement rural sans oublier le secteur de la culture. Le pont désormais bien établi entre Bamako et Téhéran à la suite de première Commission mixte tenue en août 2022 sera utilisé de façon soutenue par des visites de hauts niveaux pour la concrétisation diligente des engagements pris.

En outre, l'Ambassadeur iranien n'a pas caché sa joie et sa satisfaction pour sa participation à la Rentrée diplomatique tenue le 21 janvier 2023 à Ségou, un évènement majeur avec un succès éclatant. Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.



## ■ Forces Armées Maliennes



Sport : Grand Prix Hippique fête les 62 ans de l'Armée Malienne

Le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC) en partenariat avec la Ligue des Sports Equestres, a organisé, le dimanche 22 janvier 2023, Un "Grand Prix Hippique" pour le 62ème anniversaire de l'Armée Malienne au Champ Hippique de l'Hippodrome. Cette activité sportive, sponsorisée par la Société des Boissons Energétiques "A BARIKA" était présidée par le Secrétaire Général du MSPC, le Magistrat Oumar SOGOBA en présence de plusieurs personnalités militaires et civiles.

Le Grand Prix Hippique de l'Armée Malienne, une première dans l'histoire des Sports Equestres est un témoignage concret de l'attention et du soutien du peuple malien aux Forces de Défense et de Sécurité ainsi qu'aux autorités de la transition.

Ils étaient trois (3) catégories différentes sur une course de quatre

(4) groupes, à savoir, les Petits Chevaux A et B, les Demi-Cracks et les Cracks qui sont les professionnels. Une distance de 2 000 mètres était donnée aux Petits Chevaux, 2 200 m aux Demi-Cracks et 2 400 m aux Cracks.

Habillés dans leurs tenues de courses, les jockeys sur leurs chevaux après un carrousel (des petits mouvements de chevaux avant la course) de 5 minutes, ont pris le top départ. Ils se sont rudement battus chacun pour être victorieux. Hélas comme dans toute discipline sportive, il faut des gagnants et des perdants. En fin de courses, c'est le cheval du nom de "Un Million" ayant pour jockey Bourama Tolo qui a rapporté le drapeau, le trophée du Grand Prix. Bourama Tolo et son cheval "Un-Million, sur onze (11) drapeau ont remporté six (6) des prometteurs sur la scène nationale et internationale dans le domaine du sport équestres.

Le représentant du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile trouve que les sports Equestres doivent être assistés tout en mettant leurs espaces de jeu dans des conditions idoines. Le Magistrat SOGOBA a tout de même souhaité que ce genre de compétition équestre soit pérenne.



## ■ Modibo Simbo Keita



J'ai la même déception que beaucoup de supporters des Aigles. Mais la réalité est que nous ne connaissons pas cette Équipe pour la simple et bonne raison que les joueurs évoluent au Mali et presque personne ne va dans les Stades. Nous nous sommes donc complu de notre statut de vice-champion d'Afrique oubliant et oublié que le foot, c'est pas le palmarès...

## ■ Issa Kaba



OM TV : RETOUR DU PETIT SEYDOU À BAMAKO

Très Content de revoir sain et sauf notre fils Seydou qui était atteint d'une tumeur il y a quelques mois. Dieu Merci, après l'intervention Chirurgicale faite au Maroc, il va très bien aujourd'hui.

Merci à Mme Fatoumata Niane Batouly et un grand merci à tout le

monde .

@Binta Niane / #Anbiko / #Batouly



Depuis le 1er match moi j'ai déposé cette équipe malienne, heureusement que le CHAN n'a jamais été une compétition pour moi

## Ammy Baba Cisse



« A chacun de mes prédécesseurs, je voudrais exprimer ma gratitude et celle de toute la famille judiciaire pour les sacrifices consentis ayant permis l'ouverture de plusieurs chantiers qui se sont concrétisés faisant, aujourd'hui, le bonheur de la Justice et des justiciables. » Mamoudou Kassogué



Il faut laisser aux griots leur mission. C'est à eux de recoudre le tissu social. Les laudateurs sont redevables toujours.

## Aichatou Sanogo



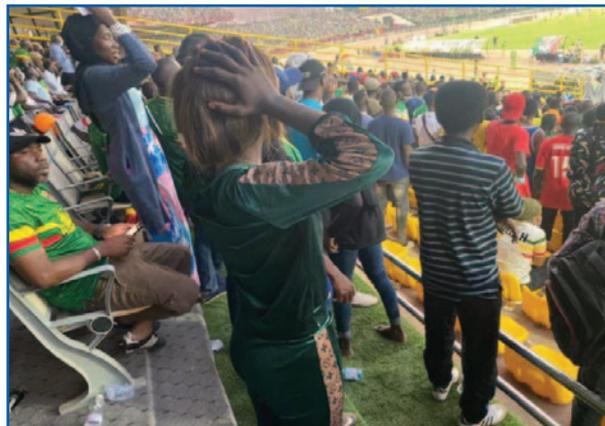
Le Mali éliminé de la CHAN

Ko les aigles se sont inclinés au strict minimum de 1\_0 défaite =défaite waiiiiiii ....

Hee Dieu pourquoi j'ai regardé Match la même ....

Je pouvais me limiter à donner mon information et passer mais je n'ai pas pu

#Ballon Magni daiiii



## Oumar Traore



Un autre inconditionnel du groupe joliba au milieu de deux grands de la boîte.

Jeune frère Makan , tu n'es pas le seul à bénéficier des sages conseils du vieux.

Merci pour tout.



## ■ Modibo Simbo Keita



J'espère qu' au JT de 20 heures sur l'ORTM, on va nous expliquer que cette défaite contre la Mauritanie, c'est les accords d'Alger sinon là...

## ■ Ras Dial Ras Dial



La culture malienne est en deuil : N'gônifô Inza Koné n'est plus. Le décès est survenu la nuit dernière. Son levé du corps est prévu aujourd'hui 24 janvier 2023 à partir de 16h:00 chez le défunt à Bamako Lassa.

Au nom de chef de chasseur, chef de quartier de Lassa, brève toutes les populations de Lassa, vous présente de notre condoléances à la famille défunt....

SOURCE : STUDIO DU MALI



## ■ Hervé Doumbia



Mali : dans une vidéo de propagande, le chef djihadiste malien Iyad Ag Ghaly défie les autorités dans la région de Ménaka. En campagne pour recruter de nouveaux combattants. Iyad Ag Ghaly s'affiche avec plusieurs notables touaregs lui prêtant allégeance.

## ■ Ashley Leïla MAIGA



#Question: est-ce qu'un régime issu d'une prise de pouvoir par la force est légitime pour effectuer une mise à plat de la politique étrangère d'un pays? Soyons sérieux. Comment des gens qui ont violé la #Constitution peuvent prétendre aimer et respecter le pays? #Burkina #Mali



## ■ Abdoul MBAYE



Nous avons au Sénégal deux anciens présidents de notre République. Il est l'heure pour eux de s'exprimer sur la situation politique et la gouvernance du pays dans le souci de contribuer à éloigner notre Nation de la zone de turbulence dans laquelle elle pourrait s'engouffrer.

## ■ Foka Alain



On croyait avoir touché le fond, mais l'assassinat du journaliste Martinez Zogo avec des méthodes de la mafia nous fait craindre que le pire soit à venir. Jusque quand durera cette imposture? Espérons que cette fois ci la justice qui joue la crédibilité du Cameroun fera son travail

# Madouwa Prestige

## Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



**Pour Femme / For Women**

### Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable odors.

**Ingredients:** Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

## Lutte contre la corruption : Bientôt une loi pour « protéger les lanceurs d'alerte »



**D**ans le cadre de la célébration de la Journée internationale de lutte contre la corruption, le Réseau des Jeunes des Partis Politiques du Mali (RJPPM) et l'association Démocratie 101 ont organisé, samedi dernier, une conférence-débat sur le thème : « Impact de la corruption sur les usagers de la justice au Mali ». L'occasion pour le représentant du ministre de la Justice, Oumar Traoré, d'annoncer qu'un avant-projet de loi est en cours d'élaboration pour « protéger les lanceurs d'alerte » dans notre pays.

Cette activité s'est déroulée en présence du représentant de l'ONU DC, le président du RJPPM, Mamadou Sansi Bah et de la présidente de la Communauté de pratique en matière de lutte contre la Corruption (CPLC), Mariam Diama Sanogo. Le président de la Démocratie 101, Samerou Diallo était aussi présent.

« L'objectif général de cette conférence-débat est de discuter des notions de corruption, de justice et des moyens de lutte contre la corruption », a informé la présidente du CPLC, Mariam Diama Sanogo. Ajoutant que ladite rencontre se veut un espace de débat citoyen pour favoriser des échanges interactifs.

Selon le conseiller au ministère de la Justice, Oumar Traoré, la corruption est un problème fondamental qui sévit dans tous les pays. Elle est l'affaire de tous les citoyens et a fortiori des agents publics. Puisque ceux-ci ont pour mission de servir l'intérêt général. Ainsi, le conférencier a rappelé qu'une enquête réalisée par Mali-Mètres et publiée en mai 2022 a révélé que : « 43% des enquêtés estiment que la corruption est très élevée au Mali, 37% pensent que la justice est concernée et 36% trouvent que l'impunité est fréquente ».

Aussi, a-t-il informé qu'un projet de loi est en cours d'élaboration dans notre pays afin de protéger les « lanceurs d'alerte » en matière de lutte contre la corruption. Arguant que la corruption ne peut être vaincue sans une dénonciation par les citoyens.

D'après lui, en termes de réformes, il y a également l'initiative de proposer l'ouverture du Conseil supérieur de la Magistrature à d'autres corps étrangers et sa saisine par le citoyen justiciable pour dénoncer les faits dont il est victime, « Cette proposition s'analyse comme une réaction aux pratiques de corruption que subissent les justiciables et l'impunité qui s'en suit », a-t-il dit.

Il a, en outre, salué les acquis en termes de justice, sous la Transition, avant d'appeler les jeunes à plus d'implication dans la lutte contre la corruption.

Oumar BARRY / Source : L'Indépendant

## Jugée pour infanticide : Mariam bah condamnée à cinq ans d'emprisonnement



**L**a Cour a rendu son arrêt, hier lundi, dans l'affaire ministère public contre Mariam Bah, jugée pour « infanticide ». A l'issue de l'audience, l'accusée a été condamnée à cinq ans d'emprisonnement ferme pour les faits à lui reprochés.

Il ressort de l'information qu'en 2019, Mariam Bah noua des relations amoureuses avec un gardien du nom de Bourama (sans autres précisions) alors qu'elle était employée comme aide-ménagère dans une résidence à Baco-Djicoroni-ACI. Ainsi, elle contracta une grossesse avant de quitter son emploi et rejoindre sa tante maternelle au quartier Yirimadio, en Commune VI du district de Bamako. Elle sera donc hébergée par cette dernière jusqu'à son accouchement en août 2019.

Après sa délivrance, sa logeuse lui annonce son intention de la ramener chez ses parents dans son village natal. Craignant la réaction négative de ses parents du village par rapport à l'avènement de l'enfant, d'autant plus que ceux-ci l'avaient déjà promise en mariage à un autre garçon, elle décide donc de se débarrasser de son enfant. Ainsi, tôt le matin du lundi 30 septembre 2019, elle s'absente en soutenant emmener le bébé à la vaccination postnatale au Centre de Santé Communautaire de Yirimadio. Chemin faisant, elle met en exécution son plan. Elle jette son nouveau-né de sexe masculin dans un caniveau collecteur, d'où il fut emporté par les eaux pluviales.

De retour à domicile, sa tante l'interpella sans succès au sujet de l'absence du bébé. Face à son silence, celle-ci a saisi le Commissariat de Police du 13ème Arrondissement de Bamako, qui ouvrit aussitôt une enquête, laquelle permettra de découvrir le corps sans vie de l'enfant, aperçu par les riverains dudit collecteur. Aux termes des investigations, la demoiselle Mariam Bah fut poursuivie et inculpée devant le magistrat instructeur pour « infanticide ».

A la barre, l'accusée a réitéré les mêmes propos tant à l'enquête préliminaire qu'à l'information. Justifiant le crime que le père de l'enfant n'a pas voulu reconnaître la paternité de la grossesse. Ainsi, l'avocat commis d'office, a plaidé coupable en demandant à la Cour des circonstances atténuantes. Quant au procureur, il a requis l'application de la loi suivant les faits à eux reprochés.

La Cour a condamnée l'accusée Mariam Bah à cinq ans de prison ferme. Oumar BARRY

Source : L'Indépendant

## Primature : Le premier ministre reçoit les représentants du cercle d'Ansongo



**C**e lundi 23 janvier 2023, le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a reçu en audience une importante délégation de ressortissants du cercle d'Ansongo, venus lui exposer leurs préoccupations.

Au nom des populations d'Ansongo, le porte-parole Saloum Moussa Maïga, a lu une correspondance adressée au Président de la Transition. Dedans, elles reconnaissent et saluent les efforts consentis par les autorités de la Transition dans leur cercle, notamment en matière de sécurisation. Pour autant, la situation reste selon elles préoccupante, au regard du grand nombre de déplacés qui affluent quotidiennement, provoquant ainsi une augmentation subite de la population et entraînant des crises de toutes sortes. Selon le porte-parole Maïga, la ville d'Ansongo est aujourd'hui devenue une ville martyre. L'élevage est devenue quasi impossible dans la zone et les foires ne se tiennent plus à cause de l'insécurité.

Plus que jamais, Ansongo, berceau de l'Empire Songhoï, une des premières circonscriptions du Soudan français, devenue cercle dès l'accession du Mali à l'indépendance, a besoin de voir son économie relancée. Cela passe naturellement par une maîtrise de l'insécurité. Autre préoccupation et non des moindres exprimée par les visiteurs, c'est l'érection du cercle en région. Pour ce faire, Ansongo ne manque pas d'atouts, a souligné le porte-parole. Surtout qu'à la faveur de la réorganisation territoriale, tous les arrondissements seront érigés en cercles. Aussi, les ressortissants d'Ansongo, comptent-ils sur le Premier ministre pour voir leur vœu se réaliser. Ils ont réaffirmé leur soutien total aux Autorités de la Transition qui sont selon eux, s'inscrivent dans la vision du Président Modibo Keita et de ses compagnons, pour la réalisation de la souveraineté pleine et entière du Mali.

Le Premier ministre a salué la démarche de ses hôtes et les a assurés de la détermination des autorités de la Transition à pacifier le pays. Pour preuve, il a rappelé les efforts fournis en deux ans en matière d'équipements des forces de défense et de sécurité. Efforts selon lui, jamais égalés depuis trente ans.

Aujourd'hui, le Mali peut frapper partout sur son territoire et ce, de façon totalement autonome, a-t-il affirmé.

Choguel Kokalla Maïga a enfin invité ses hôtes à consigner toutes leurs préoccupations dans un mémorandum adressé au Président de la Transition qui en fera une analyse appropriée.

CCRP/Primature

## Aéronefs russes livrés à Bamako : "un geste symbolique" sur fond de déclin de l'influence française



**P**armi les aéronefs militaires fournis par Moscou au Mali en quelques mois figurent des "engins sérieux" qui ont fait leurs preuves en Afghanistan et actuellement en Ukraine. Leur arrivée montre une fois de plus que la France s'affaiblit en Afrique, a déclaré à Sputnik l'expert russe Pavel Kalmykov.

Un lot d'aéronefs russes livré au Mali, le deuxième en quelques mois, est plutôt "un geste symbolique" pour des pays africains qui cherchent "à mettre fin à la domination française", a expliqué à Sputnik l'officier à la retraite Pavel Kalmykov, politologue et expert au Bureau de l'analyse militaire et politique établi à Moscou.

Il constate que "la Russie évince lentement la France". Il souligne pourtant que, d'une certaine manière, la Russie ne le fait pas exprès mais c'est parce que la France "s'affaiblit".

Source : sputniknews

## Soutien aux FAMA : Bientôt la création du « mouvement 20 janvier »



**D**ans le cadre des festivités du 20 janvier 2023, le conseiller à la mairie du district Diaby Gassama était face à la presse, le vendredi dernier. Au cours de cette rencontre, l'opérateur économique, a annoncé la création d'un mouvement de soutien aux forces de défense et de sécurité (FDS). Il a expliqué que ce mouvement va rassembler l'ensemble de la population pour soutenir les actions des FSD. Ainsi, il s'est félicité des équipements acquis par les autorités de la Transition pour le maillage du territoire national contre les forces obscurantistes.

A noter que Diaby Gassama avait offert 500 moustiquaires imprégnées aux veuves militaires et orphelins de l'armée. C'était le 12 janvier dernier, à la Direction du Service Social des Armées (DSSA).

Source : L'Indépendant

## Koulouba : Les Envoyés spéciaux pour le Sahel de la Belgique, des Pays –Bas et du Luxembourg reçus par le ministre Diop

**S**on Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a reçu en audience ce lundi 23 janvier 2023, les Envoyés spéciaux pour le Sahel de la Belgique, des Pays –Bas et du Luxembourg en visite conjointe au Mali. Porteurs de la voix du Benelux, ces Envoyés spéciaux ont exprimé le grand intérêt de leurs pays respectifs pour le Sahel en général et Mali en particulier. Dans cette dynamique, le Ministre DIOP et ses hôtes ont longuement échangé et sans tabou sur plusieurs questions d'intérêt commun, notamment la situation sécuritaire au Sahel et au Mali ; l'évolution du processus de transition au Mali, l'état de mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ; les modalités d'allocation des financements, y compris la situation des ONG au Mali ; la question des droits de l'homme et autres questions sur le plan sous régional.

Le Chef de la diplomatie malienne a salué la démarche constructive de ses hôtes visant à effectuer une visite de terrain pour s'enquérir de la



situation réelle du Mali, avant d'apporter des éclairages sur l'état d'évolution du contexte politico-sécuritaire de son pays, souvent victime des perceptions qui ne reflètent pas la situation exacte.

Tout en souhaitant le retour rapide à un ordre constitutionnel au Mali pour une coopération normalisée, le Ministre et ses hôtes se sont engagés à maintenir le dialogue constructif et franc en vue d'avancer sur les chantiers pour lesquels la compréhension est partagée.

Bureau de l'Information et la Presse/MAECI

## COMMERCIAUX

***MAD Sécurité est une société de Gardiennage recrute vingt-cinq (25) Commerciaux***



### PROFIL DU CANDIDAT

- Etre motorisé
- Avoir au minimum bac+2

**Les candidats intéressés peuvent déposer leur dossier de candidature comportant ( CV, et demande d'emploi) au siège de la société à Bougouba face Soterco**

**Tél: 61 75 00 52 // 71 67 19 90**





## MAISON DE LA PRESSE DU MALI

Contacts : Président - (223) 66 72 29 96/76 13 29 64/ - Administrateur Délégué 66 79 08 13/ 73 29 25 98  
Médina Cours porte 28 Rue 20 — Bamako-Mali

### Communiqué N° 001- 2023 - CP/ MP

Le Comité de Pilotage de la Maison de la Presse s'est réuni le samedi 21 janvier 2023 dans sa salle de réunion à partir de 15Heures.

Un seul point était inscrit à l'ordre du jour : **la situation à l'Association des Editeurs de Presse Privée (ASSEP).**

Cette réunion intervient après écoute des différentes parties.

- Considérant la convocation de l'assemblée générale ordinaire du 14 janvier 2023 par le Président de l'ASSEP,
- Considérant l'adoption d'une motion de défiance insérée dans l'ordre du jour après un vote de la majorité des membres de l'ASSEP présents à l'assemblée générale,
- Considérant l'adoption d'un ordre du jour amendé par les membres présents à l'assemblée générale,
- Considérant le refus du Président de l'ASSEP d'ouvrir les débats sur la motion de censure insérée dans l'ordre du jour,
- Considérant la sortie de la salle du Président Ousmane Dao et des membres de son bureau, laissant les Directeurs de Publication dans la salle,
- Considérant le Procès-Verbal de l'assemblée générale,
- Considérant la liste de présence de l'assemblée générale,
- Considérant les Procès-Verbaux de Constat d'Assemblée générale par deux **Huissiers de Justice**,
- Considérant les communiqués 001/ ASSEP 2023 et 002/ASSEP 2023 du Président de l'ASSEP
- Considérant l'adoption à l'unanimité des membres de la motion de censure par les Directeurs de Publications de l'Association,
- Considérant la mise en place d'un **collège transitoire**,
- Considérant que l'assemblée est souveraine,
- Considérant la lettre N° 001/23 du Président du Comité de Transition de l'ASSEP en date du 17 janvier 2023 adressée au Président de la Maison de la Presse,

**Le comité de Pilotage de la Maison de la Presse à l'unanimité a pris note de la situation créée et décide de :**

1. Inviter Monsieur Ousmane Dao à se conformer aux recommandations de l'Assemblée générale du 14 janvier 2023 qu'il a lui-même convoquée.



## MAISON DE LA PRESSE DU MALI

Contacts : Président - (223) 66 72 39 96/76 13 29 84/Médina Coura porte 28 Rue 20 — Bamako-Mali

2. Reconnaître le Comité Transitoire de l'ASSEP comme le seul représentant légitime de l'Association des Editeurs de Presse Privée (ASSEP).
3. Inviter le Comité de Transition à procéder à la relecture des textes de l'Association en conformité avec les réalités du monde actuel.
4. Inviter le Comité de Transition à travailler à rassembler l'ensemble des composantes de la Presse écrite et à participer activement à la politique de REFONDATION DE LA PRESSE MALIENNE en cours.
5. Inviter le Comité de Transition à organiser dans les meilleurs délais des élections inclusives, démocratiques et transparentes.

Bamako le 22 janvier 2023

Le Président de la Maison de la Presse



El Hadj Bandiougou DANTE

*Chevalier de l'Ordre National*

Ampliations :

- Présidence de la République
- Primature
- CNT
- MCENMA
- HAC
- Organisations et Associations Professionnelles des Médias
- Partenaires des Médias



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quelles sont les relations de collaboration entre l'OCLEI et les autres structures ?

**Le décret n°2015-0719/P-RM du 9 novembre 2015 portant organisation et modalités de fonctionnement de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite, en son chapitre IV, articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30, définit les relations de l'OCLEI avec les structures de contrôle et autres acteurs.**

**Article 25 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite reçoit, à sa demande, tous les rapports d'activités et d'audits des structures de contrôle et de supervision, et toutes autres informations communiquées par les autres structures, les organes de poursuites et les officiers de police judiciaire, nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

**Article 26 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut également demander aux administrations, institutions et organismes publics ou privés ou à toute personne physique ou morale de lui communiquer tout document ou information qu'il juge utile pour la détection des faits d'enrichissement illicite.

**Article 27 :** Les autres structures saisies sont tenues de déférer à toutes les injonctions ou instructions émanant de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite dans le cadre de

la prévention et de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 28 :** Tout refus délibéré de communiquer ou de mettre à disposition les éléments d'informations ou les documents requis constitue une infraction d'entrave à la justice.

**Article 29 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut demander aux structures de contrôle, de détection ou de répression, des audits ou enquêtes dans leurs secteurs d'activités.

**Article 30 :** Il peut procéder ou faire procéder, auprès de toutes personnes ou structures, publiques ou privées, à des opérations d'investigations pour les faits susceptibles de constituer un acte d'enrichissement illicite.

## Don de sang en faveur des FAMa : La commune de Diéma solidaire des Famas

Dans le cadre de la célébration de la Journée des Forces armées, le bureau communal du Conseil National de la Jeunesse (CNJ) de la commune de Zégoua (Kadiolo) a organisé une opération de don de sang en faveur des Forces Armées Maliennes (FAMa). L'objectif de cette activité était de récolter 50 poches pour venir en aide aux FAMa engagées dans une guerre asymétrique contre les Groupes armés terroristes au nord et au centre du pays.



**C**ette opération était placée sous la supervision du médecin chef adjoint du CSRéf de Kadiolo, le Dr Abdoul Karim SANGARE ; en présence des représentants du chef de village Amidou Ouattara et Ali Ouattara.

Prenant la parole, le président Communal du Conseil National de la Jeunesse, Yacouba Ouattara, s'est réjoui de la mobilisation massive des jeunes de la localité pour cette action qui sauve des vies. « **L'engouement de la jeunesse locale qui a pris d'assaut le CSCOM de la localité pour donner son sang est une manière pour elle, d'exprimer son attachement à l'outil de défense nationale** », a-t-il souligné.

Ainsi, il a indiqué que, c'est pour sauver des vies que la jeunesse a ainsi décidé de tenir cette journée. Puisque, dit-il, « **une poche de sang peut sauver la vie d'un homme** », a-t-il affirmé.

De son côté, le représentant du le chef de village, Amidou Ouattara et Ali Ouattara a au nom du chef de village remercié le Conseil Communal de la Jeunesse de Zégoua pour son engagement patriotique. « **Donner son sang est un acte patriotique et essentiel en cette période de guerre ou nos forces armées sont en train de donner leur vie pour**

**la défense de l'honneur et de la dignité de toute la Nation Malienne** », a-t-il rappelé. « **Je tire chapeau à cette jeunesse pour la tenue d'une telle initiative qui va beaucoup servir nos militaires** », a-t-il ajouté. Au total, plus d'une cinquantaine de poches

de sang ont été recueillies lors de cette journée de don de sang en faveur des FAMa.

Les besoins en sang étant en augmentation constante, en raison du nombre élevé de blessés de guerre ces derniers temps, cette initiative du Conseil Communal de la Jeunes (CNJ) de la commune de Zégoua constitue une réponse parfaite aux besoins des patients pour lesquels les transfusions sont vitales. Une poche de sang peut sauver trois à quatre vies. « **Donné sang égale vie sauvée** », a-t-on coutume de le dire.

Cette cérémonie en faveur de l'armée malienne s'est sanctionnée par un match de gala qui a opposé les forces de défense et de sécurité présentes dans la ville à l'équipe locale de la jeunesse qui s'est terminé par un match nul : un but pour les deux équipes.

■ Maffenin Diarra



# Avant-projet du rapport national relatif à l'EPU : Les experts passent le document en revue

L'hôtel Radisson Collection a servi de cadre pour la cérémonie d'ouverture de l'atelier de validation de l'avant-projet du rapport national relatif à l'Examen Périodique Universel (EPU) 2023 du Mali. Les travaux ont été présidés le mardi 24 janvier 2023, par le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des sceaux, Mamoudou Kassogué. La cérémonie a enregistré la présence du Président de la Commission Nationale des droits de l'Homme, Aguibou Bouaré, de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire Général, chargée du Pilier Politique, du Secrétaire général, du Chef de Cabinet du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme...



Il est important de préciser que, c'est en prélude à la 43e session du groupe de travail sur l'EPU, prévue pour avril-mai 2023, à Genève, que cet atelier de validation de l'avant-projet du Rapport national relatif à l'Examen Périodique Universel (EPU) 2023 du Mali est organisé par le ministère de la Justice et des Droits de l'Homme. Rappelons également que la présente cérémonie entre dans le cadre de la promotion et de la protection des droits de l'Homme qui permettront aux participants de baliser le terrain de cette session.

Soucieux d'une participation efficace et efficiente de notre pays à la 43ème session du groupe de travail sur l'examen périodique universel, le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des sceaux, Mamoudou Kassogué a invité les participants à nourrir les réflexions afin d'améliorer l'avant-projet du rapport national relatif à l'examen périodique universel (EPU) 2023 du Mali. « **En effet, notre pays s'apprête à participer au 4e cycle de cet examen qui est un important**

**processus d'évaluation, placé sous les auspices du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, consistant à passer en revue les réalisations de l'ensemble des Etats-membres des Nations Unies dans le domaine des droits de l'Homme. A cette occasion, le Mali devra fournir les informations nécessaires sur les dispositifs mis en place en vue de mettre en œuvre les recommandations formulées lors du précédent examen en 2018, tout en signalant les évolutions enregistrées, de façon générale, dans le domaine des droits de l'Homme** », a-t-il insisté.

En outre, le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des sceaux, Mamoudou Kassogué a mis le curseur sur l'examen périodique universel, auquel doit se soumettre notre pays ; processus d'intérêt national pour lequel doivent contribuer les Départements ministériels et l'ensemble des structures non étatiques de défense des droits humains. « **En effet, il est attendu de chaque participant**

**et de chaque structure la fourniture de renseignements sur l'ensemble des progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans le domaine de la protection et de la promotion et des droits de l'Homme dans notre pays, mais aussi des informations sur les avancées dans la mise en œuvre des 187 recommandations issues de l'édition...2018. L'examen périodique universel reste le seul processus complet d'examen par les pairs dirigé par l'Etat, visant à évaluer et améliorer les droits de l'homme. A cet effet, il est essentiel que notre pays reste engagé, efficacement, dans le processus. C'est pourquoi, le département de la Justice et des Droits de l'Homme s'emploie activement, depuis plusieurs mois, à l'élaboration du rapport national, avec le soutien des plus hautes autorités de la Transition** », a-t-il assené.

■ Ibrahim Sanogo

## Action pour le maintien de la paix : Une unité de police égyptienne entièrement féminine lutte contre les stéréotypes et les mines dans le centre du Mali

**A**u travers de cette série d'histoires, le département du maintien de la paix des Nations Unies montre l'impact d'Action for Peacekeeping, la stratégie qui guide le travail des 12 opérations de paix en cours.

"C'est une alerte. Ce n'est pas un test !" Les mots du commandant Hossam Shafei, chef des opérations, interpelle de l'autre côté de l'aérodrome de Douentza le major Doaa Moussa, commandante de l'équipe de recherche et de détection et la capitaine Rana Ghourab. Cette dernière dirige une équipe de Casques bleus entièrement composée de femmes et travaillant au sein la MINUSMA, la mission de maintien de la paix des Nations Unies au Mali. Les équipes de recherche et de détection sont formées pour identifier les explosifs et les engins explosifs improvisés (EEI), qui peuvent ensuite être neutralisés en toute sécurité par une équipe de neutralisation des explosifs et munitions.

L'équipe déployée à Douentza travaille dans une zone proche des routes régulièrement empruntées par les civils et souvent ciblées par les terroristes et les groupes armés. De 2020



à 2021, le pays a enregistré la deuxième plus forte augmentation de décès de civils et de soldats de la paix liés au terrorisme selon l'. Une fois l'ordre lancé, il n'y a pas de temps à perdre. Chaque seconde compte et la tâche est complexe et minutieuse. Si un membre de l'équipe ne trouve pas un engin piégé ou une mine antipersonnel, la sûreté et la sécurité de l'ensemble du convoi sont en danger. Le major Doaa Moussa en est consciente :

« Cette équipe doit protéger les casques bleus,

mais aussi les civils. C'est une lourde responsabilité », dit-elle.

L'équipe entièrement féminine se rend à l'armurerie, inspecte et récupère ses armes, ainsi que son équipement de recherche et de détection.

Le lieutenant-colonel Ibrahim Rady donne quelques dernières consignes de sécurité et informations avant que l'équipe ne se dirige vers le site contaminé. Une fois sur le site, en 10 minutes, l'équipe identifie et désamorce une mine terrestre.

Cette fois, il s'agissait d'un exercice de simulation pour s'assurer que l'équipe est bien préparée à répondre en cas de risque réel. Depuis 2013, le nombre d'attaques contre des Casques bleus au Mali a été multiplié par six, passant de deux incidents liés à des EEI en octobre 2013 à 12 en 2022 (avec des pics en 2014 avec 19 incidents et 2021 avec 15) et 162 Casques bleus ont été tués dans des actes hostiles.

Le général de brigade Ahmed Ezz, commandant de l'unité de police égyptienne, ajoute fièrement que « les vrais héros sont ceux qui risquent leur vie chaque jour pour la paix ».

L'unité de police constituée égyptienne de la MINUSMA, déployée à Douentza depuis 2017, a mis en place trois équipes de recherche et



de détection pour lutter contre la menace grandissante des EEI au Mali. L'une d'elles est entièrement composée de femmes policières, et c'est la première équipe de recherche et de détection entièrement féminine déployée dans une opération de paix de l'ONU.

La création de cette équipe et le travail qu'elle accomplit sont une source de grande fierté, non seulement pour l'unité de police constituée égyptienne, mais aussi pour la haute direction de la MINUSMA. «En 2022, la mission a perdu 12 collègues suite à des explosions et 88 autres ont été blessés. Chaque incident rappelle les risques auxquels les Casques bleus sont confrontés au quotidien lorsqu'ils servent sous le drapeau de l'ONU et au service de la paix au Mali. Cette nouvelle approche de la police égyptienne au sein de la MINUSMA est une initiative originale pour assurer la sûreté et la sécurité des Casques bleus, compte tenu de l'importance de la menace, notamment due à la létalité des engins piégés et des mines », a déclaré El-Ghassim Wane, chef de la MINUSMA.

Depuis son déploiement en 2013, la MINUSMA a perdu 162 Casques bleus à la suite d'explosions de mines terrestres et d'autres actes hostiles. Les troupes en patrouille et les

convois qui traversent fréquemment le territoire malien pour mettre en œuvre le mandat de protection des civils de la mission de paix des Nations Unies sont souvent la cible d'engins piégés, en particulier dans les régions du nord et du centre. « Nous sommes très fières d'être les premières femmes à être formées à l'atténuation de la menace des EEI. Cela nous permet aussi d'aider à autonomiser les femmes en Égypte et au Moyen-Orient. Cette expérience nous aidera également à montrer que [les femmes] peuvent faire tout ce que [les hommes] peuvent faire », a déclaré la capitaine Rana Ghourab. « Nous respectons l'égalité des sexes ici, comme nous le faisons à l'ONU, ce qui signifie assigner aux femmes les mêmes tâches qu'aux hommes. Quand nous rentrerons chez nous, nous pourrions être fières de ce que nous avons accompli ».

« C'est un travail très dangereux de rechercher des EEI/mines. Nos policières sont en première ligne pendant les opérations et elles acquièrent beaucoup d'expérience », ajoute le général de brigade Ahmed Ezz. « Chaque fois que nous préparerons une rotation, nous commencerons par un débriefing, afin qu'elles puissent partager leur expérience avec les nouveaux contingents ».

La MINUSMA compte 1 739 policiers, soit 90,57% de l'effectif autorisé de 1 920. Les femmes représentent 25,89 % des 309 effectifs des unités non constituées et 14,10 % des 1 430 effectifs des unités constituées.

La sûreté et la sécurité des Casques bleus et l'augmentation du nombre de femmes dans le maintien de la paix sont des domaines clés de l'agenda de l'Action pour le maintien de la paix et de sa stratégie de mise en œuvre A4P+. Au Mali et dans d'autres contextes de maintien de la paix, les Casques bleus travaillent aux côtés de nombreux partenaires pour rendre les routes et les accès plus sûrs pour les civils, les Casques bleus et les partenaires de développement. Cela est particulièrement important alors que les engins explosifs improvisés sont de plus en plus utilisés par des groupes armés, ce qui représente une menace croissante pour les Casques bleus et les civils. Les Nations Unies s'efforcent de renforcer la responsabilité pour les crimes commis contre les soldats de la paix et de tenir les auteurs responsables.

Source : Minusma





Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

# La ligue démocratique pour le changement : 5 ans d'action politique

La Ligue Démocratique pour le Changement a soufflé sa cinquième bougie, le 20 janvier 2023, au siège du parti. L'évènement, présidé par le président du parti Moussa Sinko Coulibaly, a regroupé plusieurs acteurs politiques...



**2**0 janvier 2018-20 janvier 2023, cela fait exactement 5 ans que la ligue démocratique pour le changement a été portée sur les fonts baptismaux. Cinq ans dans la vie d'un parti politique, se fête à tous les niveaux. Convaincus que le changement est possible, les militants de la Ligue Démocratique pour le Changement ont pris d'assaut le siège du parti à Faladié. Ce moment a également été mis à profit pour faire le bilan des activités et nourrir les réflexions dans le but de gagner les prochaines joutes électorales devant sanctionner la fin de la transition.

Le secrétaire général de la Ligue Démocratique pour le Changement, a rappelé que les régimes politiques ne sont pas des temples dressés pour l'éternité. En effet, dans une démocratie, la longévité du régime dépend non seulement de la Constitution, mais aussi du respect du contrat social, moral et économique par les gouvernants. Cela signifie que le changement s'avère par moments indispensable dans la vie d'une nation démocratique. La Ligue Démocratique pour le changement souhaiterait jouer pleinement sa partition dans le cas de notre pays.

Le type de changement voulu par la LDC est basé sur cinq axes - la Sécurité, la gouvernance, l'économie, le développement social, la diplomatie - et a une connotation de rénovation et non d'instabilité. Elle proposera un projet de société idéal. Pour ce faire, elle élaborera tout un plan de changement dans la gestion des affaires de l'Etat. « **C'est pour**

**cette raison que les hommes et les femmes qui animent la LDC sont résolument engagés à réaliser ce changement sous la clairvoyance du général Moussa Sinko Coulibaly. Ce changement doit s'opérer dans notre pays car il traverse une crise profonde qui menace le fondement de la nation malienne. Alors, vous maliens de l'intérieur et de l'extérieur conscients de cette situation difficile que vit notre pays, rejoignez la Ligue Démocratique pour le Changement pour le bien être de notre population qui a tant souffert** », a-t-il déclaré.

Pour Moussa Sinko Coulibaly, Président de la Ligue Démocratique pour le Changement, on ne peut gérer un pays sans faire de la politique. « **Au niveau de la Ligue Démocratique pour le Changement nous croyons en la démocratie. Le seul système auquel nous accordons du crédit, c'est la démocratie. Nous ne voyons pas le Mali autrement qu'en pays démocratique. Si nous avions été au cœur de la contestation**

**contre le régime passé, c'était pour l'instauration d'une gouvernance vertueuse. J'aimerais préciser que nous souhaitons que la période de transition...se termine vite** » et « **que ce soit la dernière transition au Mali. Nous pensons que les partis politiques doivent prendre le relais, jouer leur rôle. Nous pensons que les hommes politiques doivent être au cœur du jeu démocratique et de la gouvernance du pays. C'est pourquoi nous encourageons tous les partis politiques, tous les hommes politiques sans exception à l'union et nous sommes prêts à travailler avec tout le monde** », a-t-il laissé entendre.

Dans le but de ratisser large lors des élections prochaines, le Président de la LDC a invité les militants de son parti à aller à la conquête des électeurs. « **Nous devons aller chercher les militants. Nous devons convaincre les militants. Nous devons avoir raison mais nous devons aussi convaincre que nous avons raison. Nous pensons que nous pouvons apporter des solutions aux maliens. Critiquer est toujours un exercice simple mais trouver des solutions est beaucoup difficile. Et c'est cette voie que la ligue démocratique pour le changement a choisi pour trouver des solutions pour les autres. Ainsi nous allons continuer l'implantation de notre parti à travers le pays. Nous sommes suffisamment présents dans beaucoup de localité** », a-t-il clamé.

■ Ibrahim Sanogo



# Organisation du referendum et des futures élections : AIGE désormais bien installée

Afin de mieux relever les défis de la bonne organisation des futures élections, le siège flambant neuf de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) a abrité, hier lundi 23 janvier 2023, sa première réunion délocalisée du comité de pilotage. C'était sous la présidence du ministre d'état, ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, le col. Abdoulaye Maïga en présence de l'ensemble des membres du Comité de pilotage ainsi que du Collège de l'AIGE.



**A** l'instar des Cadres de concertation qui se tiennent avec les responsables des partis politiques et des organisations de la société civile, le comité de pilotage du referendum et des élections générales, mis en place par les plus hautes autorités de la transition, est également à l'œuvre dans le souci de mieux relever les défis organisationnels des futures élections au Mali. C'est dans ce cadre que parallèlement à la visite du nouveau siège de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE), le comité de pilotage du referendum et des élections générales a tenu sa première réunion délocalisée dans les locaux de l'autorité indépendante, hier lundi 23 janvier 2023, sous la présidence du ministre d'état, ministre de l'administration territoriale et de

la décentralisation, le col. Abdoulaye Maïga. En effet, lors de la cérémonie d'ouverture des travaux, le col. Abdoulaye Maïga a tenu tout d'abord à préciser que par cette initiative, il s'agit guère de faire écran à l'AIGE, mais plutôt, coordonner les actions des Départements ministériels concernés par les Elections et les partenaires techniques et financiers, notamment, à travers l'élaboration des procédures et actes visant à assurer la bonne organisation des élections et à la régularité des opérations électorales en rapport avec l'Autorité Indépendante de gestion des Elections (AIGE) ; la mobilisation des moyens humains, financiers et matériels nécessaires à la conduite du processus électoral ; la supervision et le contrôle des activités des autorités administratives ; la

conception et le suivi de la mise en œuvre des actions de formation destinées aux autorités administratives et aux agents électoraux ; la sensibilisation et la mobilisation des citoyens à l'occasion des différents scrutins ; l'acheminement du matériel et des documents électoraux ; l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication etc.

D'ailleurs, rappelle le chef du département de l'administration territoriale et de la décentralisation que c'est cette même volonté de collaboration avec l'ensemble des structures en charge des élections qui animait les premières rencontres du président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE), Me Moustaph Cissé, dès le lendemain de son investiture. « En organisant cette réunion du Co-

mité de Pilotage ici au siège de l'AIGE, nous posons les jalons d'une collaboration franche, de mutualisation de nos efforts et de nos compétences afin de parvenir à l'organisation d'élections justes, crédibles et transparentes. Les bases de cette collaboration sincère ont été posées par vous, Monsieur le Président de l'AIGE. Car, dès le lendemain de votre prestation de serment, accompagné de votre bureau, vous m'avez rendu une visite de courtoisie. Aussi, le mercredi 18 Janvier, vous nous avez rendu une deuxième visite de courtoisie, accompagné de l'ensemble des membres de l'AIGE. Notre entretien au cours de cette audience a essentiellement porté sur la collaboration nécessaire entre l'AIGE et l'ensemble des structures de l'Etat, notamment le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation » a-t-il rappelé le chef de département avant de souhaiter plein succès à ces travaux du comité de pilotage au bénéfice du referendum et des futures élections générales au Mali.

Désormais bien installé, le président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE), Me Moustaph Cissé n'a pas manqué

cette nouvelle opportunité pour signaler certaines contraintes dont il urge, selon lui, de trouver des réponses appropriées. Il s'agit notamment de l'effectivité du recrutement des chefs de département par voie d'appel à candidature et le déploiement prochain du personnel de l'ex-DGE aujourd'hui totalement absorbé par l'AIGE ; la mise à jour du fichier électoral dont la réception des tableaux rectificatifs issus de la révision des listes électorales de 2022 continue ainsi que les opérations de saisie ; la perspective de l'adoption par le CNT de la loi relative à la réorganisation territoriale etc. « Nous attendons l'effectivité de cette nouvelle configuration territoriale pour la mise en place de toutes les coordinations de l'AIGE, ainsi que l'actualisation définitive du fichier électoral sur la base du nouveau découpage territorial » a-t-il indiqué dans son discours.

Pour lui, la délocalisation de la réunion du Comité de pilotage dans les locaux de l'AIGE est la preuve de la volonté commune d'agir ensemble, chacun dans son rôle pour la réussite du pari de la tenue d'élections transparentes, sincères et crédibles en vue d'offrir au peuple

malien un cadre institutionnel normal dans un contexte de paix et de sécurité condition de tout développement.

En outre, met-il l'accent que la réussite du referendum et des élections générales appelle sans nul doute à relever des défis liés au financement à temps, non seulement des dépenses de fonctionnement, mais aussi des dépenses relatives aux opérations référendaires et électorales, le tout dans un cadre d'étroite collaboration entre tous les acteurs impliqués dans le processus électoral.

Toujours dans la logique que la réussite de cette initiative doit être une œuvre collective avec toutes les parties prenantes au processus électoral, le président de l'AIGE a informé de sa démarche prochaine pour la recherche de consensus. « Dans les prochains jours, nous allons mettre en place des cadres de concertation permanents avec l'administration, les partis politiques et la société civile sur toutes les questions et les préoccupations en lien avec le processus électoral » a-t-il indiqué.

Issa Djiguiba  
Source : LE PAYS



Photo AMAI

## Paysage politique : Le PMTR sur les fonts baptismaux



Déjà en retrait du Rassemblement pour le Mali (RPM) depuis plusieurs mois, l'ancien ministre, Moulaye Ahmed Bou-bacar dit Baba Moulaye, est désormais à la tête du Parti malien du travail et de la refondation (PMTR). Avec d'autres militants qui ont démissionné récemment du RPM, Baba Moulaye entend œuvrer pour la réussite de la transition politique dans son pays. La devise du dernier-né des partis politiques du Mali est « démocratie, paix et travail ».

La cérémonie de lancement officiel a eu lieu ce samedi 21 janvier 2023 à la Maison de la presse. Cette cérémonie était présidée par Baba Moulaye, président du parti ; en présence de l'ancien député du RPM, Oumar TRAORE, dit gaucher, premier vice-président ; Mamadou DEMBELE, cadre et ressortissant de Sikasso, Alhassane CISSE, un cadre ressortissant de Tombouctou ; Mme Maiga Assata Hamar ; Mamadou Demba KOUYATE et le Pr El Hadj Moussa TRAORE.

On notait également la présence des représentants des partis amis, des militants et sympathisants du nouveau parti.

Dans sa déclaration, Baba Moulaye a souligné que le Parti Malien du Travail et de la Refondation (PMTR) est une création des maliennes et des maliens qui se soucient du pays. De ses explications, il ressort que c'est après avoir fait le tour du pays, discuter avec nos concitoyens de toutes les contrées, que les

responsables du PMTR sont arrivés à la conclusion qu'ils peuvent apporter leur pierre à l'édifice national.

Et c'est de cette réflexion qu'est sorti le Parti Malien du Travail et de la Refondation (PMTR), a-t-il ajouté.

Selon lui, le contexte politique, social et économique dans lequel évolue notre pays interpelle tout patriote à la réflexion et à l'action. C'est pourquoi, l'ancien ministre est convaincu que son parti arrive au bon moment. Car, dit-il, il faut aider son pays quand il est en difficultés.

Or, il se trouve que notre pays traverse aujourd'hui beaucoup de difficultés.

« Nous ne comptons sur personne que nous même. Seuls nous, fils de ce pays, pourrons l'aider à sortir des moments difficiles qu'ils traversent », a-t-il insisté.

Pour faire face à tous ces défis, le président Moulaye s'est dit convaincu que les descendants des grands empires et des grands royaumes ne font jamais baisser l'échine.

« Nous nous battons aux côtés de nos autorités et de notre armée jusqu'au bout, pour que le Mali soit ce qu'il avait été par le passé, et ce que nous souhaitons qu'il soit dans nos rêves », a-t-il déclaré.

Sur le plan de la démocratie ; le PMTR entend travailler avec tous sans exclusive et est convaincu que chaque malien compte quelles que soit ses idées, sa pensée, son ethnie pour

le Mali de nos rêves.

Selon les responsables du PMTR, trois choses sont prioritaires pour permettre à notre pays de prendre un nouveau départ.

Il s'agit de faire en sorte que les Maliens mangent à leur faim ; que les Maliens puissent se soigner chez eux ; et enfin faire en sorte que les Maliens puissent éduquer leurs enfants. Pour l'ancien ministre de l'agriculture, cela n'est possible que si les Maliens se mettent au travail. Il s'agit pour les responsables du nouveau parti de travailler pour faire en sorte que les Maliens puissent se rassembler autour de notre demeure paternel, le Mali.

Pour ses responsables, le PMTR va bientôt aller à la rencontre des militants afin de parler des prochaines échéances électorales.

« Dans les jours à venir, vous allez vous rendre compte que ce parti est grand par la valeur des hommes qui l'animent », a-t-il assuré. Cependant, a-t-il dit, notre démocratie se fondera sur nos valeurs culturelles et historiques.

De son intervention, il ressort que le Mali est une vieille nation née de plusieurs grands empires et royaumes parmi les plus célèbres d'Afrique: l'empire du Mali, l'empire Songhoy, l'empire du Ghana et plusieurs royaumes. Pour lui, il va s'en dire que ce vieux pays est constitué de plusieurs communautés ethniques et culturelles ayant décidé de vivre ensemble et de faire du dialogue le soubassement de la vieille nation dont nous parlons.

« Au PMTR nous avons la conviction qu'aucun développement ne serait possible sans cohésion, sans entente et donc sans la paix », a déclaré l'ancien ministre.

Sur le plan de l'agriculture, le président du PMTR a souligné que le Mali est un pays regorgeant d'énormes potentialités avec d'énormes espaces cultivables suffisamment arrosés par les plus grands fleuves d'Afrique de l'ouest. Il est aussi un pays qui dispose de plus de 20 000 000 d'habitants dont plus de 40% sont jeunes pour une superficie de 1 241 238 Km.

L'agriculture, l'élevage et la pêche sont des activités économiques et culturelles qui occupent plus de 80% de la population.

Un sous-sol riche d'or, de phosphate, de manganèse et plusieurs autres ressources minières.

Par Abdoulaye OUATTARA  
Source : Info Matin

## Le livre : « Ménaka, les fleurs du mensonge » : Une boussole dans la refondation du Mali

L'ouvrage intitulé « Ménaka, les fleurs du mensonge » de l'auteur Alhassane Gaoukoye, maître de Conférences à l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako a été lancé, samedi dernier, au Mémorial Modibo Keita. C'était en présence de plusieurs cadres et ressortissants de Ménaka et de Gao.



Le livre, « Ménaka, les fleurs du mensonge » est un ouvrage d'Alhassane Gaoukoye, natif de Gabéro-Borno (région de Gao). C'est un micro trottoir qui passe en revue la gouvernance globale du pays, en particulier, celle des régions de Ménaka et du

Gao rapportée par les enquêtes. En clair, des propositions pour servir de boussole dans la refondation du Mali, la réconciliation entre les fils et filles du Mali, la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.

A travers des entretiens individuels et des

focus groupes, l'auteur a tenté d'explorer plusieurs thématiques afférentes à l'histoire de Ménaka relatée par ses propres résidents, aux rivalités politiques et sociales, aux conflits intercommunautaires entre Peulh et Daoussak, à la régionalisation, et aux représentations des résidents de la région de Ménaka sur la coexistence des forces internationales, c'est-à-dire la force Barkhane et la MINUSMA, d'une part avec les groupes armés et des FAMA, d'autre part, de la population civile assez mitigée sur leur action. Ce livre relate aussi les récits émouvants de rescapés de la migration en Algérie et en Libye.

A travers l'ouvrage, l'auteur indique que l'Etat doit affirmer son autorité sur Ménaka pour éviter une coalition de groupes armés hostiles au Mali, en bonne intelligence avec des ennemis externes ou apparents. Ménaka cessera ainsi d'être l'éternel point faible par lequel l'ennemi s'infiltrer pour éroder la structure territoriale du Mali, a-t-il indiqué.

De plus, il a précisé qu'un intérêt de première importance doit être consacré à la surveillance des opérations militaires des forces étrangères et celles de tous les groupes armés présents sur ce vaste territoire. Toutefois, il a mentionné qu'un redéploiement urgent des FAMA s'impose tout au long de la frontière du Niger pour anticiper et dissuader tout soutien à certains groupes armés toujours hantés par le désir de dissidence.

Dans son ouvrage, Alhassane Gaoukoye, préviend que : « **Quiconque conjure la calamité, le trouble dans la région de Ménaka, guérira tout le Mali d'une contagion virale. Verrouillons vigoureusement les vannes de Tahabat ; ou jailliront bientôt des vagues immenses de sang et de braisiers qui menacent d'envahir tout le Sahel** ».

■ Maffenin Diarra

An advertisement for malikile.com. On the left, the website name 'malikile.com' is displayed in large black letters, with the tagline 'La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !' below it. On the right, a smartphone is shown displaying a news article with the headline 'MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER'.

## Côte d'Ivoire : Les 49 soldats et les casques bleus ivoiriens rentrés du Mali décorés à l'état-major des armées



La Place d'Armes Général Ouattara Thomas d'Aquin de l'État-major a servi de cadre pour la décoration de 850 militaires et personnel civil des Forces armées de Côte d'Ivoire dont les 49 soldats et les casques bleus ivoiriens rentrés de la mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA) en 2021 et 2022, ce mardi 24 janvier, en présence de généraux de l'armée, de sous-officiers, des parents et amis venus soutenir les récipiendaires a constaté Abidjan.net sur place.

Parmi les élus du jour, il y a eu 666 soldats ivoiriens dont 4 blessés de guerre qui ont été décorés dans l'ordre de la médaille des Forces armées. Les 49 soldats ivoiriens détenus au Mali et libérés récemment ont été faits pour leur part, Chevaliers dans l'Ordre national du mérite.

Le porte-parole des récipiendaires, le colonel Kouakou Bi a en sa qualité de Senior National

Representative (le plus ancien dans le grade le plus élevé des Casques bleus déployés au Mali) témoigné sa gratitude à l'Etat ivoirien pour cette décoration. "Ces distinctions resteront gravées dans la mémoire de chacun d'entre nous ici", a-t-il confié.

Selon lui, c'est une première dans l'histoire de l'Armée ivoirienne que plus de 800 de son personnel sont déployés dans le cadre d'une mission multidimensionnelle intégrée de soutien à la paix. "Ce séjour aura connu bien de péripéties tant dans la durée que dans le déroulement. Tour à tour, succès, doute et douleur nous auront visités. Succès dans le nombre de missions bien exécutées, doute lors de l'épisode de la détention de la 8è National Support Element et douleur dans la perte de certains frères d'arme sur le théâtre.", a-t-il expliqué.

Poursuivant, le colonel Kouakou Bi dit avoir une pensée pour ses frères d'arme tombés

dans les localités de Bambara Maoudé, décédés à Mopti et Tombouctou et qui n'auront pas la joie de connaître cette célébration publique du mérite. "Au final, ce furent 6 à 34 mois de stress continu mais de déterminations permanentes. Durant cette période, mon Général, votre soutien moral ne nous a jamais fait défaut. Bien plus, nous a galvanisé et nous a conforté dans notre engagement sur le théâtre.", soutient-il.

Selon lui, cette décoration témoigne de la reconnaissance de la nation à ses soldats et ils les perçoivent désormais comme une exigence d'excellence. "Nous voulons pour finir réitérer notre engagement à continuer de servir d'exemple et surtout à continuer de travailler dans la cohésion et la discipline pour les défis futurs.", a-t-il promis.

Cyprien K.  
news.abidjan.net

# Au Burkina Faso : Des dizaines de femmes kidnappées

## Les faits

Pour la première fois depuis 2015, un groupe armé a enlevé une cinquantaine de Burkinabées dans le nord du pays. Une région connue pour être l'une des plus dangereuses du Burkina Faso.

Elles étaient parties avec leurs charrettes en brousse chercher de quoi nourrir leurs familles, espérant trouver des fruits et des légumes sauvages. Poussées par la nécessité et la faim, une soixantaine de mères courage ont bravé l'insécurité, en fin de semaine dernière, dans la région d'Arbinda, dans le nord perdu du Burkina Faso.

Difficilement ravitaillée en vivres et théâtre d'attaques ultra-violentes, cette zone est de facto sous le blocus de groupes djihadistes, hors de contrôle des autorités burkinabées.

À La Croix, ce sont plus de 100 journalistes qui travaillent à fournir une information de qualité précise et vérifiée.

## Un rapt à la Boko Haram

Mais une cinquantaine de ces femmes ne sont pas rentrées. D'après les rares témoins qui ont pu regagner leur village, elles ont été enlevées

par des hommes armés. Un rapt collectif qui n'est pas sans évoquer celui des 276 lycéennes de Chibok, le 15 avril 2014, enlevées par Boko Haram, dans le nord du Nigeria. Et qui n'est pas sans rappeler les rezzous des musulmans du nord sur les populations sédentaires avant la colonisation du Sahel.

Au Burkina Faso, cet enlèvement massif est une première depuis le début de la guerre civile en 2015 entre les groupes armés et l'autorité centrale.

L'enlèvement de ces femmes n'a pas été revendiqué à cette heure, mais il a eu lieu dans une région quadrillée par les katibas (brigades) du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). En l'absence de revendication, on peut craindre qu'elles deviennent comme leurs sœurs nigérianes, des esclaves sexuelles pour les combattants des groupes armés.

## Un message envoyé aux volontaires civils

Cette prise d'otages peut être aussi entendue comme un message envoyé aux civils de la zone en train de s'organiser en milices d'auto-défense, avec l'aide de Ouagadougou. À l'au-

tomne dernier, le président de la transition, le capitaine Traoré, avait annoncé que ce corps de civils, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), regroupait quelque 50 000 personnes.

Enfin, l'annonce de ce rapt spectaculaire tombe au moment où le gouvernement se félicite d'avoir repris pied dans la ville de Falagountou, à une cinquantaine de kilomètres de Dori (dans le nord du pays), un an après la fuite de la gendarmerie et l'arrivée des combattants du GSIM. Le retour de l'armée dans cette localité, la deuxième à être libérée en moins de deux mois après la ville de Solenzo (dans l'ouest du Burkina Faso), a été vivement célébré sur les réseaux sociaux, ce week-end.

L'enlèvement de cette cinquantaine de femmes contrarie sur les victoires de l'armée et rappelle aux Burkinabés que la situation sécuritaire dans le pays ne cesse, en réalité, de se dégrader.

Aujourd'hui, près d'un million de personnes vivent dans des zones sous blocus, dans le nord ou l'est du pays, selon les Nations unies. La ville d'Arbinda et ses environs restent sous la menace permanente d'attaques djihadistes meurtrières. En août 2021, l'attaque du convoi qui se rendait dans cette ville avait fait 80 morts et celle du mois de décembre 2019, 42 victimes, en grande majorité des civils.

Source : la croix.com





## CHAN 2022 – groupe D (Mali) : Un dernier contrôle médical pour les joueurs

À quelques heures du match contre la Mauritanie, l'équipe médicale de la sélection locale du Mali a effectué un dernier contrôle sur la santé des Aigles locaux.

L'objectif est de s'assurer que les joueurs sont en bon état de santé. Le staff médical a effectué plusieurs contrôles en mettant principalement l'accent sur la pesée afin d'éviter les risques de surpoids. À tour de

rôle, les joueurs ont sacrifié à leur exercice pour laisser afficher leur poids actuel. À la fin du contrôle, le corps médical est satisfait des résultats obtenus.

**CHAN 2022 – Groupe D (Mali) : « Nous savons ce qui nous attend », Ousmane Diallo**

Nouhoum Diané peut donc compter sur tous ses éléments dans le dernier match contre la Mauritanie. Cette rencontre démarre à 16h GMT au stade olympique Miloud Hadeji-Oran. L'enjeu est de taille et les Maliens ne visent qu'un seul résultat, la victoire contre les Moubaitounes. En cas d'échec, ils seront officiellement éliminés.

Source : africafootunited



## Bélier (21 mars - 19 avril)

Professionnellement rien ne se passe comme vous le souhaitez. Entre un directeur ronchon, des collègues de bureau exaspérés et votre manque de motivation, il est difficile de se mettre au travail. Impatiemment, vous attendez votre heure de pause.

Vous avez quelques difficultés à boucler votre budget, une dépense par-ci, une dépense par-là, vous avez l'impression de ne jamais vous en sortir. Pourtant, cher Bélier, votre vigilance commence à payer. Prochainement vous en bénéficiez.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Essayez de calmer vos ardeurs, de refréner vos réactions si vous pouvez, et les rapports entre collègues redeviendront ce qu'ils ont toujours été, c'est-à-dire apaisés et cordiaux ! Entre Uranus et le Soleil, vous avez du mal à garder le contrôle.

Avec Jupiter, vous voyez les choses de façon démesurée. Vous pourriez avoir la folie des grandeurs, et l'envie de déménager fait son chemin. Une belle maison à la campagne, pouvant accueillir toute votre famille, voilà qui serait formidable !



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Grâce à Mercure, vous aurez plus d'un tour dans votre sac. Fine mouche, vous utiliserez les éventuelles dissensions sur votre lieu de travail pour creuser votre sillon avec habileté. On vous demandera conseil, car vous garderez la tête froide.

Sur le plan financier, les tentations seront grandes. Et comme Vénus aura tendance à lever toutes vos inhibitions, vous aurez envie de faire des folies, quitte à le regretter par la suite. Par conséquent, efforcez-vous de mieux maîtriser votre carte bleue.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Pour parvenir à régler un problème, vous pouvez faire appel à vos plus proches collaborateurs, en effet, la situation vous semble suffisamment complexe pour pouvoir la résoudre en solo. Vous recevez un appui de qualité. Vos talents sont reconnus.

C'est grâce aux actions de Jupiter et à votre grande force de persuasion que vous pourrez obtenir un plus gros salaire. On peut dire que la situation actuelle arrange bien vos affaires financières. Ce serait ridicule de passer à côté.



## Lion (22 juillet - 23 août)

En recherche d'emploi, il y a une issue favorable, cher Lion. Votre CV est retenu, vous pouvez vous réjouir d'avance, votre profil intéresse une entreprise de grande envergure. Présentez-vous à l'entretien et montrez-vous très confiant. La façon de placer votre argent dépend de ce que vous souhaitez en tirer. Prenez rapidement conseil auprès de votre conseiller de banque, cela vous permettra d'obtenir les bonnes informations et d'avoir les réponses à vos questions.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

L'ambiance au bureau est gâchée par des tensions, du fait de votre irritabilité du jour. La communication s'avère compliquée, et, malgré une belle créativité, votre travail risque d'en pâtir. Tournez le dos aux médisances et n'écoutez pas les ragots !

Votre nature généreuse est mise en avant pendant cette journée, et vous avez envie de gâter vos proches. Mais en bon économiste, vous parvenez tout de même à limiter votre budget, et vous gérez parfaitement. Aucun débordement inutile, bravo.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous aurez du pain sur la planche, mais vous serez suffisamment stimulé pour mener vos tâches avec succès. Vous serez remarqué favorablement par votre hiérarchie. Si vous recherchez un emploi, patience, car la chance va enfin tourner de votre côté.

En priorité, vous mènerez certaines affaires financières tambour battant, mais vous risquez d'en délaissier d'autres qui mériteraient particulièrement votre attention. Certaines personnes pourraient tenter d'en profiter pour vous doubler : soyez alerte.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous n'avez pas le temps de vous attarder sur les problèmes de vos collègues de travail, vous avez suffisamment à faire. Si vous désirez monter votre propre activité, pour doubler vos chances de réussite, votre projet doit être maîtrisé à la perfection.

Budgétairement, tout va très bien ! Pluton (spécialiste financier) vous permet de finaliser une affaire, vous pourriez également signer un contrat très rentable. Vous profitez d'excellentes influences, autant vous faire plaisir si vous le souhaitez.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous manquez d'organisation. Un travail désorganisé et vous voilà à vous tirer les cheveux. Des petites complications pourraient vous apporter du stress. Votre impatience vous joue des tours. Prenez votre mal en patience avant de monter au créneau.

Vos finances crient à la prudence, aujourd'hui, rien ne va comme vous le souhaitez de ce côté-là. Un point précis sur la situation est obligatoire. Faites-vous aider de votre banquier, ensemble vous devriez trouver des solutions de facilité.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre organisation légendaire est bien réelle, et vous savez ce que vous faites. Le sérieux dont vous faites preuve au travail n'a d'égal que votre détermination, mais chassez cet air vaniteux qui peut arriver, et compromettre les bonnes relations.

Vous faites tout votre possible pour parvenir à équilibrer votre budget, et vous y parvenez. Économies ou épargne, restriction, tout est fait intelligemment afin que vous ne manquiez de rien, et cela malgré votre générosité bien réelle. Vous êtes champion !



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Mercure dynamisera vos échanges avec vos collègues pour travailler efficacement. Si vous visez un emploi, vous serez acharné dans vos recherches. Vous n'attendrez pas forcément que l'on vous propose quelque chose. Vous prendrez des initiatives.

Il pourrait être question d'un prêt, d'un financement, mais vous devrez remplir plusieurs dossiers et attendre le feu vert de la banque. Un arrangement administratif pourrait vous être octroyé dans d'excellentes conditions et avantageuses pour vous.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Cher natif, sortir de votre zone de confort ne peut que vous faire du bien. Ce n'est pas sûr que jouer la carte de la sécurité vous amuse bien longtemps. Aujourd'hui, vous avez un choix à faire. Votre situation mérite grande réflexion.

De l'insouciance ou de la négligence, vous n'êtes pas suffisamment focalisé sur vos finances. C'est sûr, vous n'avez pas envie de vous encombrer l'esprit, mais votre situation financière actuelle demande un peu plus de sérieux et de vigilance.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 cm n°2022-24/agg

**1110 Malikilé**

Crise au sein du RPM  
**Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès**

Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"

**1111 Malikilé**

Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali  
**Revoilà le Cadre d'Echanges**

Plus de 5000 techniciens impliqués dans la mise en œuvre de la réforme de la justice, entre autres domaines et à ce jour, 1000 juges ont été recrutés. Suite à l'adoption de la loi relative aux pouvoirs des juges par les députés maliens, le Mali a assumé son rôle de juge.

**1112 Malikilé**

Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume !

Le Mali a assumé son rôle de juge. Les capacités de 50 membres du CNT renforcées

**1113 Malikilé**

La polémique entre le Mali et la CEDEAO

Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition

**1114 Malikilé**

Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification

Conférence nationale sur la transition : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement

**1115 Malikilé**

Barkhane Faso CEDEAO : Essouffeur Mahamadou, son médiateur contesté !

Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir

**1116 Malikilé**

Le top départ !

Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires

**1117 Malikilé**

Le nîet du Mali à la force française Barkhane

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23